

2013

Rapport semestriel

ALPIQ

Sommaire

- 2 Chiffres-clés 1^{er} semestre 2013
- 3 Rapport sur la situation
- 10 Comptes consolidés conformes aux IFRS
- 29 Organisation
- 31 Calendrier financier

Chers actionnaires,

Compte tenu de la réduction du portefeuille d'activités consécutive aux désinvestissements et de la persistance de conditions difficiles sur le marché, Alpiq a achevé le premier semestre 2013 sur un résultat satisfaisant.

Par rapport au premier semestre 2012, le volume de production issu des nouvelles énergies renouvelables a nettement augmenté et la production thermique en Espagne a enregistré un résultat en hausse. En outre, le négoce de gros en Europe centrale s'est développé, tout comme l'activité de vente en France. Par ailleurs, les mesures engagées en vue de réduire les coûts s'avèrent efficaces.

En revanche, le résultat a souffert de la baisse du volume de commercialisation: d'une part, en raison du coût des travaux d'entretien dans la production nucléaire et, d'autre part, du fait de la diminution, au regard de l'exercice précédent, des quantités d'approvisionnement liées aux contrats à long terme. Les investissements visant à renforcer la sécurité dans la production nucléaire se sont en outre traduits par une augmentation des coûts de production. Le domaine opérationnel Energy Services s'inscrit en léger recul par rapport à 2012, en particulier dans le secteur de la construction d'installations à l'étranger.

La levée de l'emprunt hybride pour un montant supérieur à 1 milliard de CHF nous a permis de franchir une étape essentielle au premier semestre 2013. La rapidité de déroulement de son processus, de l'émission à la conclusion, traduit la confiance des principaux actionnaires suisses et du marché à l'égard du Groupe Alpiq.

La poursuite rigoureuse du programme de désinvestissement amorcé fin 2011, le financement hybride et l'apport de liquidités provenant des activités opérationnelles ont permis de réduire l'endettement net de près de moitié à 2,2 milliards de CHF.

En raison de la rationalisation du portefeuille d'activités après désinvestissements, des ajustements réglementaires et de la prolongation de l'arrêt de la centrale nucléaire de Gösgen, Alpiq anticipe pour l'ensemble de l'exercice des résultats en baisse par rapport à 2012.

Comme vous le savez, le secteur de l'énergie subit actuellement des bouleversements de grande ampleur. Ceux-ci sont lourds de conséquences, y compris pour Alpiq. C'est pourquoi le Conseil d'administration et la Direction générale ont lancé un processus stratégique afin de repositionner Alpiq vis-à-vis de ces changements à moyen et long terme. Nous vous en présenterons les résultats au dans le courant de 2014.

Nous vous remercions de votre confiance au nom du Conseil d'administration et de la Direction générale, tout particulièrement en cette période difficile.



Hans E. Schweickardt, Président du Conseil d'administration



Jasmin Staiblin, CEO

Le 26 août 2013

Chiffres-clés du 1^{er} semestre 2013

Groupe Alpiq

En millions de CHF	Variation en % (résultats opérationnels)	Résultat opérationnel ajusté	Résultat selon IFRS après effets exceptionnels ajusté	Résultats selon IFRS après effets exceptionnels
		Semestre 2012/1	Semestre 2012/1	Semestre 2013/1
Vente d'énergie (TWh)	- 24,2	66,027	66,027	50,062
Chiffre d'affaires net	- 26,3	6 497	6 497	4 791
Résultat avant financement, impôts sur le revenu et amortissements (EBITDA)	- 22,4	517	468	401
en % du chiffre d'affaires net		8,0	7,2	8,4
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)	- 6,9	276	151	257
Résultat net du Groupe	- 10,2	128	- 34	115
Total des fonds propres			5 934	5 976
en % du total du bilan			34,6	38,1
Collaborateurs ¹				
Unités opérationnelles Alpiq InTec / Alpiq Anlagentechnik	- 31,0	8 836	8 836	6 093
Autres unités opérationnelles	- 18,5	2 181	2 181	1 778

1 Effectif moyen en postes à plein temps

Chiffres-clés par action

CHF	Variation en %	Semestre 2012/1	Semestre 2013/1
Valeur nominale	-	10	10
Cours boursier au 30.06.	- 28,1	160	115
Plus haut	- 30,5	190	132
Plus bas	- 30,7	153	106
Résultat net	> 100,0	- 1	4

Aperçu annuel 2008 – 2013 à la page 30.

Rapport sur la situation

L'endettement net est substantiellement réduit

Alpiq a résolument poursuivi son programme de restructuration au premier semestre 2013. Les comptes consolidés publiés dans ce document témoignent de l'efficacité des mesures déjà prises. Face à des conditions toujours très difficiles sur le marché, Alpiq a décidé fin 2012 de renforcer la compétitivité du Groupe. L'objectif visé à la fin 2014 est une réduction des coûts de 100 millions de CHF par an. Par conséquent, au début mai 2013, Alpiq a élargi son programme de restructuration et l'a recentré sur sa future orientation de marché.

Le rigoureux processus de désinvestissement lancé en 2011 a généré 512 millions de CHF de liquidités en 2013. Ce montant provient de la cession de la participation de 24,6 % dans Repower AG, de la cession des parts dans Romande Energie Holding SA et du transfert des sociétés de réseau à Swissgrid SA. La vente de la participation de 60,89 % dans Società Elettrica Sopracenerina SA et celle des parts résiduelles détenues dans Romande Energie Holding SA ont en outre été finalisées en juillet 2013.

Au total, les désinvestissements ont à ce jour drainé plus de 1,2 milliard de CHF de liquidités. Conjugués au financement hybride et à l'apport de liquidités provenant des activités opérationnelles, ils ont permis de réduire l'endettement net à 2,2 milliards de CHF (année précédente : 4 milliards de CHF).

Remarque préliminaire

Les résultats de l'exercice précédent ont fait l'objet d'un retraitement sur la base des nouvelles normes de présentation des comptes (IFRS 10 et 11 ; IAS 19 révisée). Les commentaires et comparaisons ci-dessous se rapportent aux résultats ajustés.

Résultat opérationnel satisfaisant au premier semestre 2013

Alpiq a enregistré une évolution satisfaisante de ses activités au premier semestre 2013. Avec un chiffre d'affaires de 4,8 milliards de CHF (- 26 %), un EBITDA de 401 millions de CHF (- 14 %) et un EBIT de 257 millions de CHF (+ 70 %), les résultats s'avèrent conformes aux objectifs du Conseil d'administration et de la Direction générale. Une comparaison avec les chiffres de l'exercice précédent n'a qu'une pertinence limitée en raison des divers faits exceptionnels survenus dans la période de comparaison 2012 (en particulier les corrections de valeur et les pertes liées à l'activité de vente en Roumanie et en Italie). Les effets exceptionnels de la même période de l'année précédente ont totalisé - 125 millions de CHF rapportés à l'EBIT et 162 millions de CHF rapportés au résultat net du Groupe. Comme prévu, le résultat opérationnel avant amortissements (EBITDA) sera inférieur à celui de l'exercice précédent.

Rapport sur la situation

En millions de CHF			Semestre 2012/1	Semestre 2013/1
	Résultat opérationnel avant effets exceptionnels	Effets exceptionnels	Résultats selon IFRS après effets exceptionnels	Résultats selon IFRS après effets exceptionnels
Chiffre d'affaires net	6 497		6 497	4 791
Autres produits d'exploitation	116		116	106
Total des produits d'exploitation	6 613		6 613	4 897
Charges dans le secteur de l'énergie et des produits	- 5 380	- 29	- 5 409	- 3 851
Charges de personnel	- 489		- 489	- 406
Autres charges d'exploitation	- 227	- 20	- 247	- 239
Résultat avant financement, impôts sur le revenu et amortissements (EBITDA)	517	- 49	468	401
Amortissements et dépréciations	- 241	- 76	- 317	- 144
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)	276	- 125	151	257
Part des entreprises associées dans le résultat	- 3		- 3	- 33
Résultat financier	- 96	- 48	- 144	- 78
Impôts sur le revenu	- 49	11	- 38	- 31
Résultat net du Groupe	128	- 162	- 34	115

Les changements dans le périmètre de consolidation consécutifs aux désinvestissements – et en particulier les pertes de revenu liées au transfert des sociétés de réseau à Swissgrid SA – sont à l'origine de cette évolution. Le coût additionnel occasionné par les travaux d'entretien dans la production nucléaire ainsi que la diminution des quantités d'approvisionnement liées aux contrats transfrontaliers à long terme ont entraîné une baisse des revenus. Les investissements pour renforcer la sécurité dans la production nucléaire ont majoré les coûts de production. Le domaine opérationnel Energy Services s'inscrit en léger recul au regard de 2012, en particulier en ce qui concerne la construction d'installations à l'étranger.

L'EBIT est nettement supérieur à l'année précédente, principalement en raison des effets exceptionnels. En effet, dans le secteur de la vente, les corrections de valeur susmentionnées ont été comptabilisées au premier semestre 2012. Deux autres éléments ont contribué à améliorer le résultat: d'une part, la réduction des amortissements sur l'ensemble du parc de centrales (suite aux corrections de valeur fin 2012) et, d'autre part, la classification d'Alpiq Generation s.r.o. en République tchèque et de Società Elettrica Sopracenerina SA sous la rubrique « Actifs disponibles à la vente ».

De meilleures conditions de vent, l'élargissement des capacités dans le domaine des nouvelles énergies renouvelables, le progrès du négoce de gros en Europe centrale ainsi que les effets temporaires générés par les ventes en France ont eu un impact positif sur le résultat. L'arrêt de l'activité de vente en Espagne, jugée non rentable, et la nette hausse du résultat de la production thermique dans ce même pays se sont également avérés bénéfiques. Les mesures prises ces dernières années pour réduire les coûts ont continué à déployer leurs effets positifs. La disponibilité élevée des installations de production hydraulique en Suisse et l'exploitation optimale du portefeuille de production à court terme sur les marchés ont également renforcé la situation financière du Groupe.

Les indemnités accordées en justice pour les coûts des services-système indûment prélevés en Suisse en 2009 ont eu un impact ponctuel, de même que les corrections de valeur appliquées à certains projets et contrats de livraison.

Les charges financières nettes ont atteint 111 millions de CHF pour le premier semestre 2013, en baisse de 36 millions de CHF par rapport à 2012. A noter que le niveau élevé des charges de l'exercice précédent était essentiellement dû à aux pertes subies lors de la vente de la participation dans l'entreprise A2A. L'évaluation des couvertures de taux d'intérêt a également eu un effet positif au premier semestre 2013. En revanche, la baisse des revenus provenant des participations dans des entreprises associées et des centrales partenaires a pesé sur le résultat.

Le taux d'imposition moyen s'élève à 21,2 % (contre 27,7 % au premier semestre 2012, sur base comparable). La charge d'impôts sur le revenu a diminué de 18 % à -31 millions de CHF par rapport à la même période de l'année précédente. Cette baisse s'explique essentiellement par le fait qu'une partie des pertes des sociétés étrangères du Groupe n'a pu être prise en compte fiscalement.

Bilan consolidé et tableau de financement

A la date de clôture du 30 juin 2013, le total du bilan s'élevait à environ 15,7 milliards de CHF, contre 14,9 milliards de CHF fin décembre 2012. Le transfert des sociétés de réseau à Swissgrid SA et la vente des participations dans Repower AG et Romande Energie Holding SA se sont traduits par une diminution des actifs disponibles à la vente pour environ 900 millions de CHF. Comme prévu, les liquidités ont augmenté de 1,3 milliard de CHF, ce qui tient essentiellement à la levée de capital hybride et aux désinvestissements. Par ailleurs, la hausse des valeurs de remplacement à l'actif et au passif des produits dérivés sur l'énergie a ajouté environ 300 millions de CHF au total du bilan. Les créances ouvertes pour livraisons et prestations de services ont en revanche diminué de 350 millions de CHF, en raison notamment de la baisse du chiffre d'affaires.

Au premier semestre 2013, les fonds propres ont progressé de 1 159 millions de CHF à 5 976 millions de CHF. 1 017 millions de CHF (bruts) proviennent pour l'essentiel du prêt hybride des principaux actionnaires suisses et de l'emprunt hybride public, quelque 43 millions de CHF du gain de change lors de la conversion en francs suisses d'actifs de filiales étrangères et 115 millions de CHF représentent le bénéfice de la période. D'autre part, les dividendes versés se sont montés à 60 millions de CHF. Enfin, les évaluations issues des cash-flow hedges ont été directement comptabilisées dans les fonds propres pour 14 millions de CHF. La part des fonds propres a ainsi progressé à 38,1 % (31 décembre 2012 : 32,4 %).

Des liquidités provenant des désinvestissements et du capital hybride ont été utilisées pour rembourser des engagements financiers à hauteur de 500 millions de CHF.

L'apport de liquidités des activités d'exploitation a atteint 342 millions de CHF au premier semestre 2013. L'EBITDA opérationnel s'est inscrit à 401 millions de CHF. Des sorties de trésorerie de 151 millions de CHF ont été enregistrées pour les intérêts et les impôts sur le revenu. Des ajustements de -55 millions de CHF ont été effectués pour les postes n'ayant pas d'impact financier. La réduction de l'actif circulant net s'est traduite par des entrées de trésorerie d'environ 147 millions de CHF. Au cours de la même période, des liquidités pour un montant de 512 millions de CHF ont été générées par la vente de participations, de sociétés de réseau et d'immobilisations financières. Les dépenses liées aux investissements de remplacement ont avoisiné 49 millions de CHF. La variation nette de la levée de capital ainsi que la constitution et le remboursement d'engagements financiers ont abouti à des entrées de trésorerie d'environ 550 millions de CHF.

A la clôture semestrielle, l'endettement net se monte à 2,2 milliards de CHF. La baisse de 1,8 milliard de CHF par rapport au début de l'année est imputable pour 400 millions au recul de la dette et pour 1,3 milliard à l'accroissement des liquidités. Sur la base du cash-flow d'exploitation et suite à la vente du groupe Società Elettrica Sopracenerina, l'endettement net devrait encore diminuer d'ici la fin de l'année.

Evolution des marchés

L'économie européenne est en récession pour le sixième trimestre consécutif. La baisse continue de la production industrielle a pesé sur la demande d'électricité. En parallèle, l'instabilité politique au Proche-Orient a provoqué une hausse notable des prix des produits pétroliers et gaziers.

Malgré un hiver long et froid, les prix spot ont globalement baissé par rapport à la même période de l'année dernière. Un nouvel effrètement des prix des certificats CO₂ est en cause. Un excédent d'offre au niveau mondial a également joué un rôle; il est lié à la baisse du coût des importations de charbon. Les centrales à charbon ont ainsi bénéficié de marges presque stables tandis que les centrales à gaz ont vu leur rentabilité s'effondrer par rapport à la production électrique standard. Le spread entre peak et off-peak n'a quasiment pas évolué, malgré de nouvelles installations photovoltaïques en Allemagne.

Les efforts de Bruxelles pour intervenir sur un marché du CO₂ surapprovisionné (propositions de backloading et votes parlementaires) ont déclenché une forte volatilité sur le marché, sans apporter un soutien durable aux prix des certificats.

L'évolution des marchés dépend largement d'une amélioration de la conjoncture dans les pays en crise. Suite aux réductions des tarifs photovoltaïques mises en œuvre par l'Allemagne, la construction de nouvelles installations ralentit. Une nouvelle baisse de la croissance dans le secteur des nouvelles énergies renouvelables ne devrait toutefois pas se produire avant les élections au Bundestag en Allemagne et la refonte de la loi sur les énergies renouvelables (EEG). L'introduction prévue du Flow Based Market Coupling en Europe de l'Ouest influera également sur les prix de l'électricité dans les différents pays.

Dans le domaine de la technique d'approvisionnement en énergie et des transports, en Suisse, les investissements ont diminué dans les transports publics urbains mais augmenté dans le secteur du rail et des infrastructures. En ce qui concerne le secteur du second œuvre, les investissements stagnent dans le segment de prix supérieur ainsi que dans les régions chères. L'incertitude politique au niveau de la stratégie énergétique et la réglementation suisse sont des entraves à une augmentation de la demande à court terme dans le secteur de l'efficacité énergétique.

Les segments de marchés de la technique de l'énergie et des installations subissent toujours, bien qu'à des degrés divers, les conséquences du tournant énergétique. La réticence à investir dans la technique des centrales conventionnelles se fait particulièrement sentir. Dans le domaine des techniques énergétiques et environnementales, les petites installations de production d'énergie décentralisées font l'objet d'une demande croissante. Les rares projets de plus grande envergure portent essentiellement sur des centrales à cycle combiné au gaz en combinaison avec des couplages dans le domaine du chauffage urbain et des accumulateurs de chaleur. Dans l'ensemble, la concurrence s'est encore durcie entre prestataires de toute l'Europe. Dans la technique nucléaire, il s'agit essentiellement de compenser le recul de la demande en provenance du marché allemand par des mandats avec d'autres pays. A court terme, des activités devraient principalement provenir de France, en vue de la mise en œuvre des mesures de sûreté découlant du stress test européen. En Allemagne, les travaux de démantèlement ne devraient pas commencer avant 2016. La demande sur le segment de la technique d'approvisionnement est stable, même si les marges atteintes sont toujours plus faibles. La demande dans les pays européens est également stable sur le segment des installations industrielles.

Evolution des domaines opérationnels

Comme prévu, le domaine opérationnel Generation créé dans le cadre de la restructuration a enregistré au premier semestre 2013 des résultats inférieurs à ceux de l'exercice précédent. Les conditions de marché pour la production et le négoce d'électricité se sont encore dégradées par rapport aux années précédentes. Les prix sur le marché à terme et spot ont de nouveau chuté, même si les opérations de couverture réalisées dans le passé ont partiellement permis d'en compenser les effets. En outre, l'année 2012 avait bénéficié de l'influence favorable des prix élevés consécutifs à la vague de froid en février. Enfin, la hausse des coûts de production induite par les investissements (en particulier dans la production nucléaire) s'est traduite par une baisse des marges. La prolongation de la révision annuelle de la centrale nucléaire de Gösgen (mai / juin) et la diminution de l'approvisionnement lié aux contrats à long terme par rapport à l'année dernière ont entraîné une baisse significative des volumes de commercialisation durant la période concernée. Suite au transfert imposé par la législation du réseau de transport à Swissgrid SA début 2013, les résultats s'inscrivent en net recul par rapport à l'année précédente.

La production thermique conventionnelle, située pour l'essentiel à l'étranger, a globalement souffert de la réduction des écarts entre les prix de l'énergie primaire et ceux de l'électricité. En Espagne, la centrale de Plana del Vent a enregistré un résultat supérieur à celui de l'année dernière grâce à des conditions de marché favorables pour les services-système du réseau. En République tchèque, les installations de production ont dégagé une performance stable. La centrale de Csepel en Hongrie a tiré profit d'une augmentation des fournitures de chauffage en raison des températures froides de l'hiver. La hausse de l'euro a en outre été favorable à la conversion en francs suisses.

La production de nouvelles énergies renouvelables a bénéficié de conditions de vent exceptionnelles. Les parcs éoliens rachetés en Italie au mois de juin 2012, qui pour la première fois ont été entièrement consolidés durant la période concernée, ont également apporté une appréciable contribution au résultat.

Les corrections de valeur effectuées lors de la clôture annuelle 2012 sur l'ensemble du parc de centrales du Groupe Alpiq ont conduit à une baisse des amortissements par rapport à l'année précédente, ce qui s'est reflété de manière positive sur le résultat d'exploitation EBIT.

La mise en œuvre des deux grands projets d'investissement, la centrale de pompage-turbinage Nant de Drance (Suisse) et le nouveau bloc K7 de la centrale de Kladno en République tchèque, se déroule comme prévu.

Dans le cadre des mesures visant à simplifier l'organisation d'Alpiq, les activités de marché en Suisse, Italie, France et Europe centrale ont été regroupées avec les activités d'optimisation et de négoce liées aux installations en Suisse et en Europe de l'Ouest au sein du nouveau domaine opérationnel Commerce & Trading.

Sur le marché suisse, des contributions plus importantes ont été apportées à l'EBIT suite à la suppression des amortissements liés au groupe Società Elettrica Sopracenerina dont la vente a été finalisée début juillet 2013.

Par rapport à l'année précédente, le premier semestre 2013 en Italie se caractérise par une évolution stable des ventes et du chiffre d'affaires ainsi que par une amélioration du résultat des mesures d'optimisation. En outre, la cession d'Energit S.p.A. en novembre 2012 a concrétisé le retrait du marché italien des petites et moyennes entreprises dont la rentabilité était insuffisante.

Dans les activités de vente en France, un changement de structure au niveau des contrats et de la clientèle s'est traduit par la hausse du prix moyen (sur la base des prix hiver / été différenciés) qui a donné lieu à un résultat supérieur à l'année précédente.

Par rapport à l'année précédente, le négoce d'énergie en Europe centrale a enregistré des marges nettement plus importantes, et ce pour deux raisons. D'une part, Alpiq a exploité systématiquement les opportunités qui se sont offertes à elle dans le négoce d'énergie. D'autre part, des faits exceptionnels avaient affecté le résultat en 2012 : les capacités du négoce d'énergie transfrontalier en Europe du Sud-Est avaient pâti d'un hiver extrêmement froid ; de plus, Alpiq avait dû racheter sur le marché, à des prix plus élevés, les volumes d'énergie manquants en Roumanie (suite à la force majeure d'Hydroelectrica).

Après la cession du secteur Technique d'alimentation en énergie en 2012, le domaine opérationnel Energy Services englobe le groupe allemand Alpiq Energie- und Anlagentechnik (EAT), actif sur le marché de la construction d'installations énergétiques, ainsi que le groupe Alpiq InTec (AIT), spécialisé dans les services liés à la technique du bâtiment, de l'énergie et des transports.

EAT a enregistré des résultats inférieurs à ceux de l'exercice précédent. La baisse des volumes d'activité dans la construction d'installations industrielles en Roumanie et dans la technique nucléaire a un impact légèrement négatif sur la marche des affaires. En outre, dans le domaine de la technique énergétique et environnementale en Hongrie, les projets générant des pertes ont dû faire l'objet de corrections de valeur. La décision de fermer l'entité légale hongroise a entre-temps été mise en œuvre.

Au regard de 2012, le secteur technique du bâtiment d'AIT a enregistré un résultat en légère baisse suite au recul global du secteur de la réalisation de projets et de chantiers. Dans le secteur de la technique de l'énergie et des transports, la hausse des entrées de commandes a permis d'enregistrer des résultats supérieurs à ceux de l'année précédente.

Perspectives

Les conditions cadres resteront éprouvantes en 2013 et 2014. Comme annoncé, Alpiq anticipe pour l'ensemble de l'exercice 2013 des résultats opérationnels en baisse par rapport à 2012. Ces perspectives reposent sur plusieurs facteurs : des conditions structurelles de marché qui restent difficiles, la dégradation progressive des prix, un environnement réglementaire imprévisible ainsi que la perte de résultats liée au processus de désinvestissement. Les prévisions sont difficiles à établir en raison des conditions cadres politiques et réglementaires, comme en témoignent les décisions à venir sur le financement des fonds de désaffectation et de gestion des déchets nucléaires et les coûts qui leur sont liés, ou encore la loi sur la réforme énergétique récemment entrée en vigueur en Espagne. D'autre part, les prix de l'électricité ont encore chuté de plus de 20% par rapport à 2012 au cours de la période concernée. Si elle devait perdurer, une telle évolution affecterait la valeur du parc de centrales et la rentabilité des entreprises du secteur énergétique.

Comptes consolidés Groupe Alpiq

Compte de résultat consolidé (résumé)

En millions de CHF	Note	Semestre 2012/1 ajusté	Semestre 2013/1
Chiffre d'affaires net	2	6 497	4 791
Autres produits d'exploitation		116	106
Total des produits d'exploitation		6 613	4 897
Charges dans le secteur de l'énergie et des produits		- 5 409	- 3 851
Charges de personnel		- 489	- 406
Autres charges d'exploitation		- 247	- 239
Résultat avant financement, impôts sur le revenu et amortissements (EBITDA)		468	401
Amortissements		- 241	- 128
Dépréciations	3	- 76	- 16
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)		151	257
Part des centrales partenaires et des autres entreprises associées dans le résultat		- 3	- 33
Résultat financier		- 144	- 78
Résultat avant impôts sur le revenu		4	146
Impôts sur le revenu		- 38	- 31
Résultat net du Groupe		- 34	115
Part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net		6	8
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans le résultat net		- 40	107
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans le résultat net		- 40	107
Intérêts cumulés du capital hybride	5		- 6
Part des actionnaires d'Alpiq Holding dans le résultat net		- 40	101
Total des actions émises (en milliers)		27 190	27 190
Nombre pondéré d'actions en circulation (en milliers)		27 190	27 190
Résultat par action en CHF		- 1,47	3,71

Il n'existe aucun élément conduisant à une dilution du bénéfice par action.

Produits et charges comptabilisés dans les fonds propres consolidés

En millions de CHF	Semestre 2012/1 ajusté	Semestre 2013/1
Résultat net du Groupe	-34	115
Cash-flow hedges comptabilisés dans les fonds propres	-28	-15
Impôts sur le revenu	5	1
Net après impôts sur le revenu	-23	-14
Effets IAS 39 des fonds propres des centrales partenaires et autres entreprises associées		31
Impôts sur le revenu		-7
Net après impôts sur le revenu		24
Différence issue des conversions en devises des sociétés étrangères du Groupe	-34	43
Produits et charges recyclables dans le compte de résultat, nets après impôts sur le revenu	-57	53
Gains/(pertes) actuariel(le)s des actifs des plans de prévoyance	36	43
Impôts sur le revenu	-7	-11
Net après impôts sur le revenu	29	32
Effets IAS 19 des fonds propres des centrales partenaires et autres entreprises associées	8	18
Impôts sur le revenu	-2	-4
Net après impôts sur le revenu	6	14
Produits et charges non recyclables dans le compte de résultat, nets après impôts sur le revenu	35	46
Total des produits et charges comptabilisés dans les fonds propres, net après impôts sur le revenu	-22	99
Total des produits et charges comptabilisés	-56	214
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	5	11
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding	-61	203

Bilan consolidé (résumé)

Actif

En millions de CHF	Note	31.12.2012 ajusté	30.06.2013
Immobilisations corporelles		3 628	3 567
Goodwill		333	334
Autres immobilisations incorporelles		787	776
Participations dans des centrales partenaires et autres entreprises associées		3 585	3 766
Autres immobilisations financières		103	323
Impôts sur le revenu différés		103	102
Avoirs des plans de prévoyance		15	14
Actif immobilisé		8 554	8 882
Liquidités		1 249	2 178
Titres de l'actif circulant		17	1
Dépôts à terme		120	533
Instruments financiers dérivés		733	1 060
Autres actifs circulants		2 341	2 096
Actif circulant		4 460	5 868
Actifs détenus en vue de la vente	4	1 849	924
Total des actifs		14 863	15 674

Passif

En millions de CHF	Note	31.12.2012 ajusté	30.06.2013
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans les fonds propres		4 692	5 846
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		125	130
Total des fonds propres	5	4 817	5 976
Passifs financiers à long terme		4 487	4 224
Impôts sur le revenu différés		1 263	1 241
Passifs des plans de prévoyance		305	273
Autres passifs financiers à long terme		218	215
Fonds étrangers à long terme		6 273	5 953
Passifs financiers à court terme		888	712
Instruments financiers dérivés		777	1 106
Autres passifs financiers à court terme		1 844	1 712
Fonds étrangers à court terme		3 509	3 530
Passifs détenus en vue de la vente	4	264	215
Total des passifs		14 863	15 674

Variation des fonds propres

En millions de CHF	Capital- actions	Prime	Capital hybride	Pertes et bénéfices non réalisés IAS 39	Différences de conversion	Bénéfices accumulés	Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans les fonds propres	Participations ne donnant pas le contrôle dans les fonds propres	Total des fonds propres
Fonds propres 31.12.2011	272	4 431	0	-32	-673	2 043	6 041	164	6 205
Ajustement (Voir page 17)						-169	-169	20	-149
Fonds propres 31.12.2011¹	272	4 431	0	-32	-673	1 874	5 872	184	6 056
Résultat net de la période ¹						-40	-40	6	-34
Autres produits et charges comptabilisés dans les fonds propres ¹				-22	-34	35	-21	-1	-22
Total des produits et charges comptabilisés¹				-22	-34	-5	-61	5	-56
Attribution depuis l'agio dans les bénéfices reportés		-54				54	0		0
Distribution de dividendes ¹						-54	-54	-12	-66
Fonds propres 30.06.2012¹	272	4 377	0	-54	-707	1 869	5 757	177	5 934
Fonds propres 31.12.2012¹	272	4 377	0	-59	-681	783	4 692	125	4 817
Résultat net de la période						107	107	8	115
Autres produits et charges comptabilisés dans les fonds propres				9	43	44	96	3	99
Total des produits et charges comptabilisés				9	43	151	203	11	214
Levée de capital hybride			1 005				1 005		1 005
Attribution depuis l'agio dans les bénéfices reportés		-54				54	0		0
Distribution de dividendes						-54	-54	-6	-60
Fonds propres 30.06.2013	272	4 323	1 005	-50	-638	934	5 846	130	5 976

¹ Ajusté, voir page 17

Tableau de financement consolidé (résumé)

En millions de CHF	Semestre 2012/1 ajusté	Semestre 2013/1
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)	151	257
Variation de l'actif circulant net (hors créances / dettes financières à court terme)	12	147
Autres ajustements pour le rapprochement de l'apport de liquidités des activités d'exploitation	33	-62
Apport de liquidités des activités d'exploitation	196	342
Activités d'investissement dans		
Immobilisations corporelles et incorporelles	-82	-49
Filiales		
Acquisitions	28	
Cessions	9	223
Entreprises associées		
Investissements	-3	-1
Cessions	253	275
Autres immobilisations financières à long terme		
Investissements	-3	-3
Cessions/remboursements	9	14
Variation des dépôts à terme	196	-393
Investissements dans titres/désinvestissements de titres	2	17
Apport de liquidités des activités d'investissement	409	83
Versements de dividendes	-66	-60
Nouveaux engagements financiers	575	51
Levée de capital hybride		1005
Remboursement engagements financiers	-826	-503
Apport de liquidités des activités de financement	-317	493
Différence issue des conversions en devises	-3	5
Variation des liquidités	285	923
Etat :		
Liquidités au 01.01.	1037	1276
Liquidités au 30.06.	1322	2199
Variation	285	923

Les chiffres présentés ci-dessus englobent également l'apport de liquidités des activités disponibles à la vente. Au 30 juin 2013, le solde de l'apport de liquidités de ces activités se monte à 21 millions de CHF (1^{er} janvier 2013 : 27 millions de CHF).

Annexe aux comptes intermédiaires consolidés

(résumé)

Principes

Les comptes intermédiaires consolidés au 30 juin 2013 ont été établis en conformité avec la norme comptable internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire ». A l'exception des amendements mentionnés ci-dessous, les comptes sont basés sur les principes comptables inchangés du Groupe Alpiq tels que présentés dans le rapport financier 2012 et doivent être lus en relation avec ceux-ci dans la mesure où les comptes intermédiaires consolidés constituent une actualisation d'informations précédemment publiées. Le Conseil d'administration du Groupe Alpiq a validé les comptes intermédiaires consolidés au 30 juin 2013 le 23 août 2013.

Le 1^{er} janvier 2013, les normes comptables internationales (IFRS) suivantes utilisées par le Groupe Alpiq sont entrées en vigueur :

- Amendements IAS 1: Présentation des postes des autres éléments du résultat global (1^{er} juillet 2012)
- IAS 19 rév.: Avantages du personnel (1^{er} janvier 2013)
- IAS 27 rév.: Etats financiers individuels (1^{er} janvier 2013)
- IAS 28 rév.: Participations dans des entreprises associées et des coentreprises (1^{er} janvier 2013)
- Amendements IFRS 7: Informations à fournir sur la compensation des actifs/passifs financiers (1^{er} janvier 2013)
- IFRS 10: Etats financiers consolidés (1^{er} janvier 2013)
- IFRS 11: Partenariats (1^{er} janvier 2013)
- IFRS 12: Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (1^{er} janvier 2013)
- IFRS 13: Evaluation de la juste valeur (1^{er} janvier 2013)

Alpiq n'a pas procédé à une application anticipée des autres normes et interprétations nouvelles ou révisées qui ne sont pas encore obligatoires.

Comme indiqué dans le rapport de gestion 2012, Alpiq a adapté la présentation au bilan de la « Part des centrales partenaires et des autres entreprises associées dans le résultat » dans le compte de résultat ainsi que la présentation de la prévoyance en faveur du personnel. Les explications relatives au changement de présentation se trouvent dans le rapport de gestion 2012.

Les normes nouvelles ou révisées utilisées par le Groupe ont principalement influencé les comptes intermédiaires d'Alpiq comme suit :

IAS 19 rév. Avantages du personnel

La norme révisée IAS 19 « Avantages du personnel » est entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Le Groupe Alpiq l'a appliquée de manière rétroactive au 1^{er} janvier 2012. La principale modification concerne la suppression de la méthode du corridor : en conséquence, les gains et pertes actuariels générés sur la période sont comptabilisés au sein des fonds propres en tant qu'autres éléments du résultat global sans effet sur le résultat. Alors qu'ils représentaient jusqu'à présent des paramètres/moteurs de résultat déterminants, les « charges d'intérêts » et « résultats attendus des actifs du plan » sont remplacés par la compensation des charges/produits d'intérêts. L'effet d'actualisation net est calculé en appliquant le taux d'actualisation sur les engagements/actifs nets du plan. En outre, les coûts au titre des services passés sont comptabilisés avec effet sur le résultat dès qu'ils sont générés.

Parallèlement à la mise en œuvre de la norme révisée IAS 19 « Avantages du personnel », Alpiq a adapté la présentation du compte de résultat avec effet rétroactif. Les produits nets d'intérêts sont désormais comptabilisés sous Charges/produits financiers (auparavant Charges de personnel). Cette présentation tient mieux compte du nouveau concept de rémunération introduit par la norme.

IFRS 10 Etats financiers consolidés / IFRS 11 Partenariats

Les nouvelles normes IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et IFRS 11 « Partenariats », publiées en mai 2011 par l'IASB, sont entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2013. Alpiq les applique avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2012. IFRS 10 « Etats financiers consolidés » introduit une définition modifiée du contrôle qui intègre également la consolidation des entités ad hoc et le contrôle de facto. IFRS 11 régit la comptabilisation des faits en vertu desquels une entreprise exerce un contrôle commun (joint control) par l'intermédiaire d'une coentreprise (joint venture) ou d'une activité commune (joint operation). A la différence d'IAS 31 « Participations dans des coentreprises », IFRS 11 ne se base plus sur la forme juridique de l'activité sous contrôle commun ; la distinction s'établit sur la base des droits et obligations concrets des parties associées concernant les actifs et dettes (produits et charges) liés à l'accord conjoint (joint arrangement). Dans le cas d'activités communes, les actifs, dettes, charges et produits doivent être présentés de manière proportionnelle. Dans le cas des coentreprises, la méthode de la mise en équivalence s'applique obligatoirement.

En conséquence de l'introduction d'IFRS 10, la société des Forces Motrices de la Gougra SA est désormais intégrée dans les comptes Alpiq en tant qu'entreprise consolidée. Suite à l'introduction d'IFRS 11, les joint ventures concernés comptabilisent désormais de manière proportionnelle les actifs, dettes, charges et produits.

La société des Forces Motrices de la Gougra SA, dans laquelle Alpiq détient une participation de 54 %, était jusqu'à présent intégrée dans les comptes consolidés d'après la méthode de la mise en équivalence en tant que centrale partenaire. Suite au changement de définition du contrôle dans la norme IFRS 10, la société doit être consolidée. La société des Forces Motrices de la Gougra SA est une entreprise au sens de l'IFRS 3. Les actifs et dettes identifiables ont été estimés à leur juste valeur avec effet rétroactif à la date du transfert de contrôle.

Les joint ventures concernés étaient jusqu'à présent inscrits au bilan d'après la méthode de la mise en équivalence. Alpiq comptabilise désormais de manière proportionnelle les actifs, dettes, charges et produits de ces joint ventures.

Ajustements dans les périodes précédentes dues à l'application d'IAS 19 rév. d'IFRS 10 et d'IFRS 11

Modifications dans le compte de résultat consolidé

En millions de CHF	Semestre ¹ 2012/1 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	Semestre 2012/1 ajusté
Chiffre d'affaires net	6 490		7	6 497
Total des produits d'exploitation	6 606		7	6 613
Charges dans le secteur de l'énergie et des produits	- 5 410		1	- 5 409
Charges de personnel	- 496	7		- 489
Autres charges d'exploitation	- 246		- 1	- 247
Résultat avant financement, impôts sur le revenu et amortissements (EBITDA)	454	7	7	468
Amortissements	- 237		- 4	- 241
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)	141	7	3	151
Part des centrales partenaires et des autres entreprises associées dans le résultat		- 2	- 1	- 3
Résultat financier	- 141	- 2	- 1	- 144
Résultat avant impôts sur le revenu		3	1	4
Impôts sur le revenu	- 36	- 2		- 38
Résultat net du Groupe	- 36	1	1	- 34
Part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net	5		1	6
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans le résultat net	- 41	1		- 40
Résultat par action en CHF	- 1,51	0,04		- 1,47

1 Après prise en compte du transfert en 2012 de la part des centrales partenaires et des autres entreprises associées dans le résultat

Modifications dans la présentation des produits et charges comptabilisés dans les fonds propres consolidés

En millions de CHF	Semestre 2012/1 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	Semestre 2012/1 ajusté
Résultat net du Groupe	- 36	1	1	- 34
Gains/(pertes) actuariel(le)s des actifs des plans de prévoyance		36		36
Impôts sur le revenu		- 7		- 7
Net après impôts sur le revenu		29		29
Effets IAS 19 des fonds propres des centrales partenaires et autres entreprises associées		8		8
Impôts sur le revenu		- 2		- 2
Net après impôts sur le revenu		6		6
Produits et charges non recyclables dans le compte de résultat, nets après impôts sur le revenu		35		35
Total des produits et charges comptabilisés dans les fonds propres, net après impôts sur le revenu	- 57	35		- 22
Total des produits et charges comptabilisés	- 93	36	1	- 56
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	4		1	5
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding	- 97	36		- 61

Modifications dans le bilan consolidé

Actifs

En millions de CHF	31.12.2012 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	31.12.2012 ajusté
Immobilisations corporelles	3 476		152	3 628
Goodwill	321		12	333
Participations dans des centrales partenaires et autres entreprises associées	3 698	- 71	- 42	3 585
Avoirs des plans de prévoyance	17	- 2		15
Actif immobilisé	8 505	- 73	122	8 554
Liquidités	1 222		27	1 249
Autres actifs circulants	2 338		3	2 341
Actif circulant	4 430		30	4 460
Total des actifs	14 784	- 73	152	14 863

Passifs

En millions de CHF	31.12.2012 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	31.12.2012 ajusté
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans les fonds propres	4 904	- 212		4 692
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	106	- 8	27	125
Total des fonds propres	5 010	- 220	27	4 817
Passifs financiers à long terme	4 407		80	4 487
Impôts sur le revenu différés	1 303	- 40		1 263
Passifs des plans de prévoyance	116	189		305
Autres passifs financiers à long terme	220	- 2		218
Fonds étrangers à long terme	6 046	147	80	6 273
Passifs financiers à court terme	863		25	888
Autres passifs financiers à court terme	1 844	- 20	20	1 844
Fonds étrangers à court terme	3 484	- 20	45	3 509
Passifs détenus en vue de la vente	244	20		264
Total des passifs	14 784	- 73	152	14 863

Modifications dans la présentation de la variation des fonds propres

En millions de CHF	Semestre 2012/1 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	Semestre 2012/1 ajusté
Part des bailleurs de fonds propres d'Alpiq Holding dans les fonds propres				
Fonds propres 31.12.2011	6 041	- 169		5 872
Résultat net de la période	- 41	1		- 40
Autres produits et charges comptabilisés dans les fonds propres	- 56	35		- 21
Total des produits et charges comptabilisés	- 97	36		- 61
Fonds propres 30.06.2012	5 890	- 133		5 757
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle				
Fonds propres 31.12.2011	164	- 7	27	184
Résultat net de la période	5		1	6
Autres produits et charges comptabilisés dans les fonds propres	- 1			- 1
Total des produits et charges comptabilisés	4		1	5
Distribution de dividendes	- 11		- 1	- 12
Fonds propres 30.06.2012	157	- 7	27	177

Modifications dans le tableau de financement consolidé

En millions de CHF	Semestre 2012/1 rapporté	Amendements IAS 19 rév.	Amendements IFRS 10/11	Semestre 2012/1 ajusté
Résultat avant financement et impôts sur le revenu (EBIT)	141	7	3	151
Variation de l'actif circulant net (hors créances / dettes financières à court terme)	19		- 7	12
Autres ajustements pour le rapprochement du flux de trésorerie des activités d'exploitation	39	- 7	1	33
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	199		- 3	196
Activités d'investissement dans				
Immobilisations corporelles et incorporelles	- 78		- 4	- 82
Flux de trésorerie des activités d'investissement	413		- 4	409
Versements de dividendes	- 65		- 1	- 66
Nouveaux engagements financiers	560		15	575
Flux de trésorerie des activités de financement	- 331		14	- 317
Variation des liquidités	278		7	285
Etat :				
Liquidités au 01.01.	1 013		24	1 037
Liquidités au 30.06.	1 291		31	1 322
Variation	278		7	285

Note 1: conversion des devises

Le rapport du Groupe est présenté en francs suisses. Les taux de change suivants ont été appliqués pour la conversion des devises :

Unité	Date de référence 30.06.2012	Date de référence 31.12.2012	Date de référence 30.06.2013	Moyenne 2012/1	Moyenne 2013/1
1 USD	0,96	0,92	0,94	0,93	0,94
1 EUR	1,203	1,207	1,234	1,205	1,230
100 CZK	4,69	4,80	4,75	4,79	4,79
100 HUF	0,42	0,41	0,42	0,41	0,42
100 NOK	15,97	16,43	15,65	15,91	16,35
100 PLN	28,32	29,63	28,44	28,40	29,44
100 RON	27,03	27,16	27,66	27,44	28,00

Note 2: information sectorielle

L'information sectorielle du Groupe Alpiq se base sur la structure d'organisation et de management interne du Groupe ainsi que sur les rapports financiers internes à l'attention des dirigeants. Les secteurs à présenter selon IFRS 8 englobent trois domaines opérationnels qui figurent dans l'organigramme page 29. Ceux-ci sont analysés individuellement par la Direction générale à des fins d'évaluation de la performance et d'allocation des ressources. La responsabilité suprême incombe à la CEO. A cet égard, le résultat du segment (EBITDA) est le paramètre déterminant pour la gestion et l'évaluation internes du Groupe Alpiq. Outre les coûts d'achat d'énergie et de production, les coûts d'exploitation englobent l'ensemble des frais opérationnels (y compris les prestations de personnel et de service). Dans la mesure où les rapports internes et externes sont soumis aux mêmes principes comptables, l'ajustement des chiffres entre le Management Reporting et le Financial Reporting n'a plus lieu d'être.

Alpiq a adapté sa structure d'organisation et de management au 1^{er} janvier 2013. Les segments Energy Switzerland, Energy International et Optimisation & Trading présentés dans le rapport financier 2012 ont été remplacés par une structure couvrant l'ensemble de la chaîne de création de valeur. La structure de management d'Alpiq se concentre désormais sur les domaines opérationnels Generation, Commerce & Trading et Energy Services. L'information sectorielle de l'année précédente a été ajustée à des fins de comparaison.

- Le domaine opérationnel Generation englobe la production d'électricité dans les centrales gérées par Alpiq et ses partenaires en Suisse ainsi que dans toutes les unités de production étrangères en France, Italie, Espagne, République tchèque et Hongrie, y compris les capacités issues des nouvelles énergies renouvelables en Suisse, Bulgarie, France, Italie et Scandinavie.
- Le domaine opérationnel Commerce & Trading englobe la vente et la distribution d'énergie en Suisse, France, Italie, Pologne, République tchèque et Hongrie ainsi que dans d'autres pays d'Europe centrale. Les activités de négoce en Suisse et en Europe dans le domaine de l'électricité, du gaz et d'autres matières premières ainsi que celles portant sur les certificats sont rattachées à ce domaine opérationnel.
- Le domaine opérationnel Energy Services regroupe les activités des deux groupes d'entreprises de services énergétiques Alpiq InTec (AIT) et Alpiq Energie- und Anlagentechnik (EAT). Le groupe suisse AIT se concentre essentiellement sur la technique du bâtiment et des transports en Suisse et en Italie. Le groupe allemand EAT est spécialisé dans la technique de production énergétique et des installations dans une grande partie de l'Europe.

Le rapprochement des résultats des domaines opérationnels avec les chiffres consolidés du Groupe Alpiq intègre les résultats des unités qui n'opèrent pas sur le marché (notamment Alpiq Holding SA, Group Center, sociétés financières) ainsi que les effets liés à la consolidation du Groupe. Ce rapprochement comprend les résultats des participations qui ne sont pas directement affectées aux domaines opérationnels présentés (participations financières et non stratégiques), les activités des centrales du Groupe (qui comprennent les unités Financial Services et Management Services regroupées à l'échelle du Groupe), les effets et éliminations liés à la consolidation ainsi que les postes de charges et de produits non influençables au niveau des domaines opérationnels.

2013 : informations par domaine opérationnel

En millions de CHF	Domaine opérationnel Generation	Domaine opérationnel Commerce & Trading	Domaine opérationnel Energy Services	Holding, Group Center, Autres et Consolidation Groupe	Groupe Alpiq
Chiffre d'affaires externe des ventes d'énergie / des mandats en cours	1614	2466	699	3	4782
Résultat du négoce de dérivés financiers et sur l'énergie					
dont opérations propres		6			6
dont opérations de couverture	-8	7		4	3
Total du chiffre d'affaires net externe	1606	2479	699	7	4791
Chiffre d'affaires des transactions internes	595	227	46	-868	0
Total du chiffre d'affaires net	2201	2706	745	-861	4791
Autres produits	35	11	10	50	106
Total des produits d'exploitation	2236	2717	755	-811	4897
Coûts d'exploitation	-1849	-2627	-722	702	-4496
EBITDA	387	90	33	-109	401
Amortissements et dépréciations	-114	-7	-11	-12	-144
EBIT	273	83	22	-121	257
Actifs nets	7867	612	386	971	9836
Collaborateurs	802	470	6093	506	7871

Le rapprochement du bénéfice d'exploitation (EBITDA) des domaines opérationnels avec les chiffres consolidés du Groupe Alpiq comprend les résultats de la Holding et du Group Center. L'augmentation de l'actif net de la Holding/du Group Center est due à l'accroissement de la liquidité liée au financement hybride.

2012 : informations par domaine opérationnel (ajustées)

En millions de CHF	Domaine opérationnel Generation	Domaine opérationnel Commerce & Trading	Domaine opérationnel Energy Services	Holding, Group Center, Autres et Consolidation Groupe	Groupe Alpiq
Chiffre d'affaires externe des ventes d'énergie/ des mandats en cours	2 511	3 023	1 019	- 53	6 500
Résultat du négoce de dérivés financiers et sur l'énergie					
dont opérations propres		3			3
dont opérations de couverture	- 10	- 5		9	- 6
Total du chiffre d'affaires net externe	2 501	3 021	1 019	- 44	6 497
Chiffre d'affaires des transactions internes	251	- 181	18	- 88	0
Total du chiffre d'affaires net	2 752	2 840	1 037	- 132	6 497
Autres produits	27	10	9	70	116
Total des produits d'exploitation	2 779	2 850	1 046	- 62	6 613
Coûts d'exploitation	- 2 336	- 2 789	- 1 005	34	- 6 096
Dépréciations et provisions	- 9	- 40			- 49
EBITDA avant dépréciations et provisions	443	61	41	- 28	517
EBITDA après dépréciations et provisions	434	21	41	- 28	468
Amortissements	- 188	- 20	- 16	- 17	- 241
Dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles		- 76			- 76
EBIT avant dépréciations et provisions	255	41	25	- 45	276
EBIT après dépréciations et provisions	246	- 75	25	- 45	151
Actifs nets ¹	9 316	816	360	113	10 605
Collaborateurs ²	854	714	8 836	613	11 017

¹ Actif immobilisé, actif circulant / dettes à court terme, engagements financiers non rémunérés

² Effectif moyen en postes à plein temps

Note 3 : dépréciation de valeur

Au premier semestre 2013, des coûts de projets activés ont fait l'objet d'une correction de valeur qui s'est traduite par la comptabilisation d'une dépréciation de valeur de 16 millions de CHF. L'année dernière, une dépréciation de valeur de 76 millions de CHF a été portée à la charge des comptes semestriels en relation avec la dénonciation de contrats d'approvisionnement d'électricité à long terme en Roumanie suite à la déclaration d'insolvabilité de la contrepartie.

Note 4: actifs disponibles à la vente

A la date de clôture du 31.12.2012, l'entreprise d'approvisionnement en énergie Società Elettrica Sopracenerina SA, les usines de production d'Alpiq Generation s.r.o. en République tchèque, les participations dans Repower AG et Romande Energie Holding SA ainsi que les activités des sociétés de réseau ont été comptabilisées comme « Actifs disponibles à la vente » en raison des projets de vente.

Le 3 janvier 2013, les sociétés de réseau ont été transférées à la société nationale pour l'exploitation du réseau Swissgrid SA (voir note 6). Par ailleurs, Alpiq a vendu le 28 mars 2013 l'intégralité de sa participation de 24,6 % dans Repower AG. Au premier semestre, la participation dans Romande Energie Holding SA a été également vendue (une première tranche de 7,5 %, puis le solde de 2,5 % pour lequel une option d'achat jusqu'au 31 janvier 2014 avait été accordée à l'acheteur). Cette option a été exercée le 22 juillet 2013.

Le 29 mai 2013, Alpiq a annoncé la signature d'un contrat portant sur la vente de sa participation de 60,9 % dans l'entreprise tessinoise d'approvisionnement en énergie Società Elettrica Sopracenerina SA. La transaction n'ayant été conclue que le 9 juillet 2013 après avoir obtenu l'aval des autorités de la concurrence compétentes, la société est encore comptabilisée comme actif disponible à la vente au 30 juin 2013.

Le projet de vente des usines de production d'Alpiq Generation s.r.o. en République tchèque reste à l'ordre du jour et est suivi par la direction.

Au premier semestre 2013, aucune nouvelle société n'a été portée au bilan dans les « Actifs disponibles à la vente ».

Note 5: levée de capitaux hybrides

Le 24 avril 2013, les principaux actionnaires suisses ont signé un prêt hybride pour un montant de 367 millions de CHF. En outre, Alpiq a levé le 2 mai 2013 un emprunt hybride public de 650 millions de CHF sur le marché suisse des capitaux. Le capital hybride, qui totalise 1017 millions de CHF, possède une durée illimitée et se classe dans la catégorie fonds propres selon les prescriptions IFRS en matière de présentation des comptes. Alpiq a toutefois le droit de procéder à un remboursement anticipé de l'emprunt hybride public, mais ce remboursement peut intervenir au plus tôt le 15 novembre 2018 (puis une fois par an). Le prêt hybride des principaux actionnaires suisses ne peut être remboursé qu'après le remboursement de l'emprunt hybride public et est subordonné à l'emprunt hybride public. Sous certaines conditions, Alpiq a la possibilité de remplacer le prêt des principaux actionnaires suisses par des actions ou des instruments hybrides de même niveau.

Le capital hybride peut être rémunéré par un coupon de 5 % jusqu'à la première date de remboursement du 15 novembre 2018. A cette date, puis une fois tous les cinq ans, le taux d'intérêt sera ajusté aux conditions du marché en vigueur. Le taux d'intérêt sera encore augmenté de 25 points de base en 2023 et de 75 points de base en 2043.

Les versements d'intérêts sur l'emprunt hybride des principaux actionnaires suisses peuvent être suspendus à la libre appréciation d'Alpiq et sont non cumulables. Une suspension des versements d'intérêts est également possible pour l'emprunt hybride public. Dans ce cas, les intérêts arrivent à échéance au bout de trois ans seulement.

Le capital hybride a été libéré le 15 mai 2013, ce qui s'est traduit par des entrées de trésorerie (moins les coûts de transaction) de 1 005 millions de CHF (nets). Les intérêts imputables aux bailleurs de fonds hybrides s'élevaient à 6 millions de CHF après impôts. En l'absence d'obligation légale de verser les intérêts cumulés, aucune limite n'a été fixée pour le premier semestre 2013. Dans la mesure où le capital hybride se classe dans la catégorie fonds propres, un versement d'intérêts éventuel est comptabilisé sans effet sur le résultat par le biais des fonds propres (bénéfices reportés).

Conformément aux IFRS, les intérêts cumulés (qu'ils soient ou non assortis d'une obligation légale de versement) remplissent les critères d'un dividende préférentiel et sont déduits de la part des actionnaires d'Alpiq Holding au résultat net pour le calcul du résultat non dilué par action.

Note 6 : vente de secteurs d'activité

Le 3 janvier 2013, Alpiq a transféré sa participation dans le réseau suisse à très haute tension à la société nationale d'exploitation du réseau Swissgrid SA. En conséquence, les sociétés Alpiq Netz AG Gösigen et Alpiq Réseau SA Lausanne ont été déconsolidées. En contrepartie, Alpiq a obtenu des actions Swissgrid ainsi qu'une créance de prêt d'environ 480 millions de francs avec un remboursement échelonné. Une première tranche d'environ 223 millions de francs a été remboursée en janvier 2013. Le prêt d'actionnaires restant peut/ doit être converti en fonds propres par Swissgrid SA s'il remplit certains critères.

La part en actions octroyée au Groupe Alpiq ainsi que les montants du bilan de transfert se basent sur des chiffres provisoires au 30 juin 2013. Un ajustement de l'évaluation et de la part en actions doit être effectué au second semestre 2013.

Note 7: instruments financiers

Le tableau ci-dessous présente un aperçu des instruments financiers hors liquidités et dépôts à court terme.

En millions de CHF	Valeur comptable 31.12.2012	Juste valeur 31.12.2012	Valeur comptable 30.06.2013	Juste valeur 30.06.2013
Actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Valeurs détenues à des fins de négoce	17	17	1	1
Valeurs de remplacement positives des dérivés				
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	13	13	8	8
Dérivés sur l'énergie	720	720	1 052	1 052
Total des actifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat (sans les actifs financiers attribués à cette catégorie)	750	750	1 061	1 061
Actifs financiers attribués à cette catégorie				
Participations financières	3	3	3	3
Total des actifs financiers attribués à cette catégorie	3	3	3	3
Actifs financiers disponibles à la vente				
Participations financières	13	13	15	15
Total des actifs financiers disponibles à la vente	13	13	15	15
Prêts et créances				
Créances pour livraisons et prestations de services	1 695	1 695	1 339	1 339
Autres créances financières	428	428	427	427
Prêts octroyés	87	87	305	305
Total des prêts et créances	2 210	2 210	2 071	2 071
Total des actifs financiers	2 976	2 976	3 150	3 150
Passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat				
Valeurs de remplacement négatives des dérivés				
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	120	120	104	104
Dérivés sur l'énergie	657	657	1 002	1 002
Total des passifs financiers à leur juste valeur par le biais du compte de résultat	777	777	1 106	1 106
Autres passifs financiers				
Passifs résultant de livraisons et prestations de services	806	806	745	745
Emprunts obligataires	3 283	3 443	3 086	3 202
Prêts passifs	1 204	1 204	1 138	1 138
Autres passifs financiers (options put comprises)	1 233	1 238	1 043	1 047
Total des autres passifs financiers	6 526	6 691	6 012	6 132
Total des passifs financiers	7 303	7 468	7 118	7 238

L'augmentation des prêts octroyés résulte du transfert des sociétés de réseau dans le cadre duquel Alpiq a accordé un prêt à Swiss-grid SA (voir note 6). Les valeurs de remplacement des produits dérivés s'inscrivent à un niveau plus élevé pour des raisons liées à la date de clôture. Une grande partie des positions est toutefois couverte, sachant que les valeurs de remplacement positives et négatives se compensent mutuellement.

En millions de CHF	30.06.2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs évalués à la juste valeur				
Valeurs détenues à des fins de négoce	1	1		
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	8		8	
Dérivés sur l'énergie	1052		1052	
Participations financières	3		3	
Passifs financiers évalués à la juste valeur				
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	104		104	
Dérivés sur l'énergie	1002		1002	

En millions de CHF	31.12.2012	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs évalués à la juste valeur				
Valeurs détenues à des fins de négoce	17	17		
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	13		13	
Dérivés sur l'énergie	720		720	
Participations financières	3		3	
Passifs financiers évalués à la juste valeur				
Dérivés sur devises et taux d'intérêt	120		120	
Dérivés sur l'énergie	657		657	

Alpiq considère les instruments financiers comme un moyen essentiel d'évaluer la situation financière de l'entreprise. Les tableaux ci-dessus sont par conséquent intégrés aux comptes semestriels.

Le Groupe Alpiq est exposé à des risques de marché en relation avec les prix de l'énergie, les taux d'intérêt et les fluctuations du franc suisse face aux devises étrangères (en particulier CHF / EUR).

Le risque lié aux prix de l'énergie se caractérise par de potentielles fluctuations de prix susceptibles de pénaliser le Groupe Alpiq. Elles peuvent découler notamment de variations de la volatilité, du niveau des prix sur le marché ou des corrélations entre marchés et produits. Les risques de liquidité appartiennent également à cette catégorie. Ils surviennent lorsque, par manque d'offres sur le marché, une position ouverte ne peut être liquidée, ou seulement à des conditions très défavorables.

Les transactions énergétiques pour usage propre (own use) ne figurent pas au bilan. Ce type de transaction s'inscrit également dans le cadre de l'optimisation du parc de centrales. Une grande partie des valeurs de remplacement issues du négoce de dérivés sur l'énergie est imputable au processus d'optimisation, sachant que les valeurs de remplacement positives et négatives se compensent largement.

Alpiq procède également, dans une mesure limitée, à des transactions de négoce portant sur des produits dérivés énergétiques.

L'évaluation et l'enregistrement des dérivés sur l'énergie reposent sur une estimation « market-to-market » basée sur les prix de l'énergie fournis par les Bourses de l'électricité. Les risques liés aux transactions de négoce et d'optimisation sont gérés sur la base de responsabilités clairement définies et des limites de risque prescrites conformément aux dispositions de l'« Alpiq Energy Risk Policy ». Le respect de ces limites fait régulièrement l'objet d'un rapport formalisé sur les risques établi par Group Risk Management à l'attention du Risk Management Committee et de la Direction générale. Les positions à risques sont surveillées conformément à la norme « Value at Risk (VaR) ».

Le Groupe Alpiq est également exposé à des risques liés à la volatilité des taux d'intérêt. Conformément à la politique sur les risques financiers, la liquidité est investie à des taux d'intérêt à court terme avec une échéance maximale de 365 jours. Les besoins financiers sont toutefois couverts à long terme par le biais de taux fixes. Les financements à taux variable sont généralement garantis au moyen de swaps de taux d'intérêt. Toute variation des taux d'intérêt se répercute donc directement sur le produit financier côté actifs. En ce qui concerne les engagements financiers rémunérés, une variation des taux d'intérêt n'a pas d'impact significatif direct sur les charges financières.

Pour réduire les risques de change, le Groupe Alpiq recourt dans la mesure du possible à une couverture naturelle (par compensation) des produits et charges d'exploitation en devises étrangères. Le risque de change résiduel est couvert par des contrats en devises (contrats à terme, options standard) conformément à la politique des risques financiers.

Les dérivés sur taux d'intérêt et devises sont exclusivement des produits OTC qui sont évalués sur la base de données observables du marché (taux de change, courbes des taux d'intérêt) et comptabilisés au bilan.

Note 8 : événements après la date de clôture

L'autorité de la concurrence compétente a donné son aval à la vente de la participation d'Alpiq dans l'entreprise Società Elettrica Sopracenerina SA le 9 juillet 2013, ce qui a permis de finaliser la transaction.

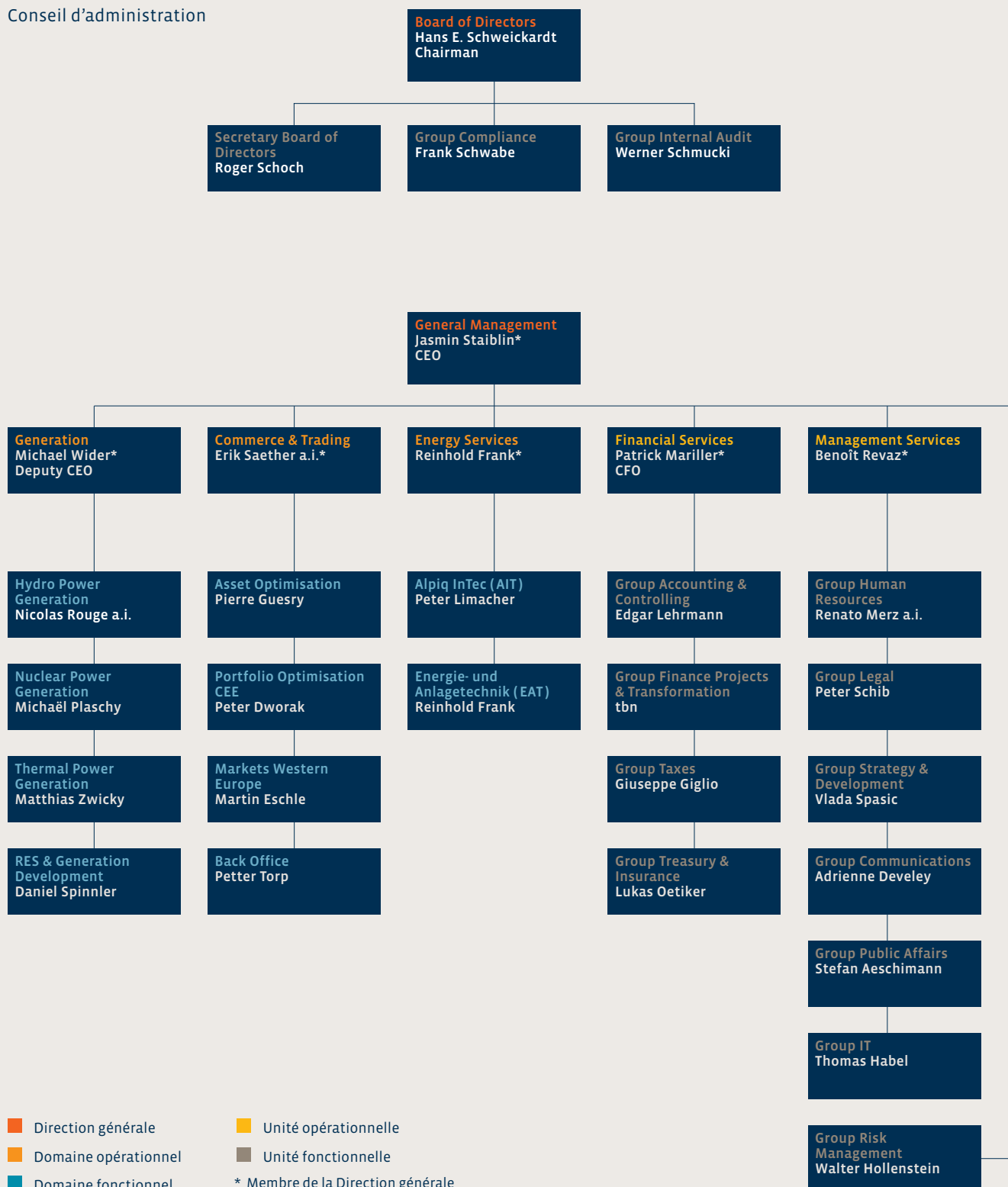
L'option d'achat de la participation restante de 2,5 % dans Romande Energie Holding SA a été exercée le 22 juillet 2013. Alpiq a ainsi pu terminer la vente de sa participation et n'est donc plus actionnaire de la société.

On se référera à la note 4 pour de plus amples informations sur les deux transactions.

Dans le cadre de la révision de l'ordonnance sur le fonds de désaffectation et sur le fonds de gestion (OFDG), le Conseil fédéral propose dans son communiqué du 14 août 2013 d'adapter les paramètres servant à calculer le montant des cotisations dans les fonds. Si ces adaptations entrent en vigueur, le montant des versements à effectuer dans les fonds augmentera fortement avec des conséquences négatives pour les résultats annuels et les valeurs au bilan d'Alpiq. Selon le Conseil fédéral, la révision de l'OFDG devrait être mise en consultation au cours du mois d'août 2013. A l'heure actuelle, il n'est pas encore possible d'en évaluer précisément les conséquences.

Organigramme au 1^{er} août 2013

Conseil d'administration



Aperçu des années 2008 à 2013

Groupe Alpiq

En millions de CHF	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année ³ 2012	Semestre ³ 2012/1	Semestre 2013/1
Chiffre d'affaires net	12 897	14 822	14 104	13 961	12 723	6 497	4 791
EBITDA avant effets exceptionnels	1 251	1 546	1 498	1 209	997	517	401
en % du chiffre d'affaires net	9,7	10,4	10,6	8,7	7,8	8,0	8,4
EBITDA après effets exceptionnels				937	1 212	468	401
Résultat net du Groupe ¹ avant effets exceptionnels	733	676	645	258	212	128	115
en % du chiffre d'affaires net	5,7	4,6	4,6	1,8	1,7	2,0	2,4
Résultat net du Groupe après effets exceptionnels				- 1 346	- 1 094	- 34	115
Investissements nets (-désinvestissements)	1 050	1 186	587	669	- 374	- 211	- 459
Collaborateurs ²	9 944	10 629	11 033	11 009	10 039	11 017	7 871

1 Y compris participations ne donnant pas le contrôle dans le bénéfice net

2 Effectif moyen en postes à plein temps

3 Ajusté, voir page 17

Chiffres par action¹

CHF	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011	Année ¹ 2012	Semestre ¹ 2012/1	Semestre 2013/1
Valeur nominale	10	10	10	10	10	10	10
Cours boursier au 31.12./30.06.	535	430	360	170	131	160	115
Plus haut	765	567	453	381	189	190	132
Plus bas	376	328	339	150	126	153	106
Nombre pondéré d'actions en circulation (en milliers)	21 261	26 749	27 190	27 190	27 190	27 190	27 190
Résultat net	34	25	23	- 49	- 39	- 1	4
Dividende	10,00	8,70	8,70	2,00	2,00		

1 Ajusté, voir page 17

2008 : valeurs de l'ex-Groupe Atel hors EOS et Emosson.

Calendrier financier

8 novembre 2013 :
Résultat trimestriel 3 / 2013

5 mars 2014 :
Exercice 2013
Conférence de presse sur le bilan et
conférence des analystes

24 avril 2014 :
Assemblée générale

Contacts

Investor Relations
Patrick Mariller, CFO
T +41 62 286 71 11
F +41 62 286 76 67
investors@alpiq.com

Group Communications
Adrienne Develey
T +41 62 286 71 11
F +41 62 286 76 69
info@alpiq.com

Editeur

Alpiq Holding SA, www.alpiq.com
Le rapport semestriel 2013 est publié
en allemand, en français et en anglais.

Rapport de gestion interactif

reports.alpiq.com

Par souci de simplicité et de lisibilité,
nous avons renoncé à utiliser partout
la forme féminine, le masculin sera
donc compris comme valant pour les
deux genres.



MIX
Papier aus verantwortungsvollen Quellen
Papier issu de sources responsables
Paper from responsible sources
FSC® C001928

Alpiq Holding SA

www.alpiq.com